

CONCLUSION

Gninakan SORO,

Étudiant en Master en Etudes internationales, spécialité Développement Europe-Afrique, Université de Szeged

Le processus de l'intégration en Afrique remonte au lendemain des indépendances. Ainsi, conscients de la nécessité de s'unir pour faire face aux challenges (développement, sécurité, indépendance entre autres), trente chefs d'Etats se sont réunis en Éthiopie à Addis-Abeba, le 23 Mai 1963, pour créer l'Organisation de l'Unité Africaine. Ce processus d'intégration, a connu des évolutions considérables même si leur rythme laisse à désirer. C'était comme pour faire le point de ce processus d'intégration que le Centre Universitaire de la Francophonie a donné la parole à des spécialistes, à travers ce colloque. Durant ces journées intellectuelles, les acquis du processus d'intégration ont été étalés, avant une projection sur l'avenir.

Au commencement du processus de l'intégration africaine était le Panafricanisme, un mouvement intellectuel et politique qui date XIXème siècle. Son objectif ultime de parvenir à unir tous les africains autour de la construction d'une seule Afrique. Il fallait donc mettre fin à l'esclavage, combattre la discrimination raciale, la conquête coloniale et toute forme de domination et rendre l'Afrique aux africains. Marcus Garvey, Edward W. Blyden, Kwame Nkrumah, pour ne citer que ceux-ci, étaient convaincus de ce que, seule l'union de l'Afrique et des africains pouvait permettre au continent de revenir sur la scène internationale. M. Touré METAN est donc revenu sur le Panafricanisme en tant qu'idéologie et

Mouvement depuis ses origines avant de s'appesantir sur ses apports au processus d'intégration du continent. S'il est à retenir que le leitmotiv de cette philosophie était et reste l'unité de l'Afrique, elle a permis aux panafricanistes de réaliser des résultats concrets par la mise en place des bases de cette intégration, depuis la création de l'Organisation de l'Unité Africaine jusqu'à l'Union Africaine. Mais force est de reconnaître que l'idéologie a perdu de sa superbe, tant les efforts dans la réalisation de l'intégration restent invisibles depuis un certain temps. Malgré ce constat peu encourageant, il est à noter qu'elle est en marche et que, plus que jamais, ce combat est repris par la jeunesse, toute chose qui préserve sa réalisation aujourd'hui ou demain.

La seconde communication prononcée par Anne-Sophie GIJS, a porté sur l'analyse des relations qu'entretiennent l'Europe et l'Afrique ou comment l'Union Européenne accompagne le continent africain dans son développement. Mais l'analyse de cette coopération révèle une domination de l'Union Européenne. Ces relations sont de nature déséquilibrée entre les deux partenaires, car elles sont de nature égocentrique, axés sur la réalisation des intérêts de l'Europe. D'abord la coopération a pris une tournure politique, avec l'érection de conditionnalités politiques et économiques à l'aide, symbolisées par les douloureux plans d'ajustement structurel et autres exigences démocratiques et de bonne gouvernance. En plus, l'Union Européenne, s'est peu à peu éloignée de l'Afrique par son extension au centre et à l'Est de l'Europe en plus de privilégier les pays de son pourtour immédiat. Les échanges économiques, quant à eux, sont déséquilibrés et sont en faveur de l'Europe qui conserve son accès au marché africain, mais en retour, ferme son espace aux exportations venant de l'Afrique, un protectionnisme symbolisé par des barrières aux produits du continent. L'Europe est devenue d'ailleurs une forteresse inaccessible rendant l'immigration clandestine et meurtrière. Par ailleurs, elle choisit les partenaires sur le continent en fonction de ses intérêts stratégiques qui vont des Etats à l'Union Africaine affaiblissant cette dernière. En définitive, l'auteur a qualifié cette coopération de conflictuelle et paradoxale due aux difficultés que l'Union Africaine connaît dans son intégration. Il n'en reste pas moins que des efforts de chaque part sont à faire pour la réalisation de cette intégration, véritable outil de coopération politique pour le continent africain.

La troisième communication présentée par le Professeur Mohieddine HADHRI a consisté en une analyse comparative des processus d'intégration sur le continent africain à ceux des autres régions du sud, telles qu'en Asie ou en Amérique. Cette analyse révèle que les processus d'intégration africains restent à la traîne dans leur ensemble. Les raisons évoquées sont de divers ordres, ce sont pour les plus déterminants : la multiplication des processus entraînant une dispersion des efforts ainsi qu'un chevauchement entre organisations, la faiblesse des échanges entre les pays membres d'une même organisation, des choix de modèle d'intégration souvent inefficaces sur le continent, une faiblesse d'infrastructure favorisant une réelle intégration. Au total, il est à retenir que même si les avancées économiques de l'intégration sont largement en deçà des espérances, il ne faut pas non plus nier les progrès réalisés. Pour l'auteur, il est nécessaire, pour donner un nouvel élan au processus, il faut l'émergence de nouveaux leaders capables de consolider les acquis économiques actuels, de résoudre les problèmes économiques du continent en adoptant les pratiques de bonne gouvernance, et surtout capables de mettre fin au morcellement du continent auquel on assiste aujourd'hui.

Les communications de ce premier jour ont pris fin avec la problématique de la politique monétaire Ouest Africaine comme véritable outil d'intégration et d'inclusion économique. Monsieur Bitty MORO a dissipé d'entrée de jeu le débat sur la question du franc CFA. Il a en effet, démontré que le choix de la politique monétaire actuelle, par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) demeure un acte volontaire et judicieux. Ainsi, le choix de la stabilité et de la libre convertibilité, permet une libre circulation de cette monnaie sur le marché des capitaux et garantit les échanges en toute confiance entre les pays de ces zones avec les partenaires sur le marché mondiale. Dès lors, les questions de la fabrication de billets est purement commerciale. Partant, l'intervenant a démontré que l'adoption d'une politique monétaire commune Ouest Africaine serait l'aboutissement ou la réalisation du processus d'intégration et d'inclusion économique déjà très avancée, pour ce qui est de la Communauté Economique de Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Mais, les États membres devront faire des efforts pour rendre leur économie compétitive en intensifiant leurs échanges de sorte à réduire leur dépendance vis-à-vis des Etats tiers.

Le deuxième jour du colloque, axé sur les approches concrètes, s'ouvre sur un modèle de coopération Sud-Sud entre le Maroc et le Sénégal, sous le prisme de la religion du Tidjanisme. En effet, profitant du partage de la même religion et surtout du même courant, les fidèles mettent en avant cette affinité pour rapprocher les deux pays par le développement des relations commerciales. Cette relation en réalité, représente un échantillon très avancée de la relation qu'entretient le Maroc avec les pays au sud du Sahara. D'ailleurs, le Royaume chérifien a très vite compris qu'il gagnerait à faire de la religion un axe de sa diplomatie en vue de se rapprocher de ces pays qui partage avec lui le même courant religieux. Ainsi, ce modèle sénégal-marocain se présente comme pouvant contribuer au processus de l'intégration.

La communication suivante, de cet axe, était un rapport sur ce qui pourrait constituer les problématiques dans le futur sur le continent. Ainsi, le rapport révèle que la situation générale en Afrique s'améliore avec une avancé démocratique notable au niveau justifié par la rareté des coups d'état, l'adoption des élections comme mode de changement de régime même si les régimes qui en découle sont souvent autoritaires. Au niveau sécuritaire, on a assisté à une multiplication des entrepreneurs de violence avec la diversification des groupes armés, dont l'objectif n'est pas le renversement du pouvoir. On assiste également à la montée de l'extrémisme religieux qui se présente comme l'une des menaces sérieuses que devra combattre l'Afrique. Enfin, comme menaces futures, il faudra compter avec les inégalités sur le continent qui pourraient croître dues aux disparités de croissance. Le continent devra se pencher sur ces futurs challenges qui pourraient constituer un facteur destabilisant.

L'intervention de Claude Aline ZOBO portait sur une analyse des conséquences économiques de l'intégration monétaire sous l'angle de l'endogénéité. Il ressort de son discours que cette intégration, l'une des plus avancée du continent, présente des insuffisances qui s'expliquent par l'état des économies des Etats membres, faibles et surtout tournées vers l'extérieur, par conséquent, des économies qui ne participent pas à la production des richesses de la région. Pour que cette intégration économique produise réellement ses effets, il faut avant tout, adapter les économies aux nécessités de la région en créant des économies inclusives, de sorte à ce que cela puisse créer de la richesse interne en

détournant les flux financiers de l'extérieur vers la zone de l'UEMOA et par l'intensification des échanges entre les Etats membres. En somme, il faudra pour que l'UEMOA devienne une zone économiquement attractive, qu'elle finance le développement de cette zone dans une perspective d'interdépendance entre l'économie de la région et l'intégration économique déjà réalisée par la zone du franc CFA.

Enfin, le colloque s'est terminé avec « La régionalisation en tant que facteur structurant de la stratégie de sécurité et de défense de l'Union Africaine » présenté par Ladislas NZE BEKALE. La situation sécuritaire sur le continent s'est beaucoup améliorée ces dernières années. Cette situation n'est point étrangère au processus d'intégration en cours sur le continent. En effet, l'Organisation de l'Unité africaine et ensuite de l'Union Africaine a accordé une place de choix à la gestion des conflits. Ainsi, l'Union Africaine, dans une perspective d'efficacité, a bâti sa stratégie de sécurité et de défense sur les communautés régionales, nommées Communautés Economiques régionales (CER). Cette stratégie permet à chaque région de disposer d'une architecture de sécurité et de défense composée d'instruments et de mécanismes permettant aux CER de prévenir et de gérer tout conflit, tout en agissant pour le compte de l'Union Africaine.